

LE GRANDE DEBAT NATIONAL A LUC SUR AUDE

La fiscalité et la dépense publique

Discussion du 9/2/2019 sur le thème de la fiscalité

Après introduction du débat 60 critères ont émergé à partir des préoccupations dont les participants sont porteurs. Ce débat rend compte des sentiments que ressentent les participants sur le thème de la fiscalité, il ne cherche pas à analyser les problèmes, ni à proposer des solutions techniques, il a pour ambition de faire partager à notre classe politique le ressenti d'une groupe de citoyens : aux politiques à le transformer en actions politiques.

Ces 60 critères ont été classés en 3 grands groupes par les participants :

1/les dépenses inutiles

Les participants font remonter leur réprobation concernant les **PRIVILEGES** accordés à certaines catégories : élus , ministres, hauts fonctionnaires et anciens Présidents de la République .

Le Sénat est ressenti comme une institution "inutile" .

Sont aussi pointés du doigt : l'inefficacité de certains services ou ministères bénéficiant massivement de l'impôt avec comme contrepartie un piètre résultat : Education Nationale , formation professionnelle .

Les hauts salaires des dirigeants sont aussi évoqués à cette occasion.

En fait ce qui s'exprime là c'est une exaspération contre les privilèges d'une classe dirigeante qui semble se préoccuper davantage d'elle-même que des tâches pour lesquelles elle a été instituée. Il est important que nos élus montrent l'exemple, non pas dans des débauches de faste et de dépenses mais par une attitude sobre et économe de leur train de vie. Une « nuit du 4 août » est nécessaire pour en finir avec des privilèges qui ne sont pas dignes du mot « égalité » figurant aux frontons des édifices publics.

2/La justice fiscale

Logiquement, le constat ci-dessus, débouche sur une demande forte de justice fiscale :

-une lutte efficace, inflexible et opiniâtre doit être menée contre la fraude fiscale et contre l'optimisation fiscale ; l'Etat doit y consacrer des moyens accrus, l'enjeu c'est le déficit de la France puisque la somme de 80 milliards d'euros est avancée.

-la suppression de toutes les niches fiscales, desquelles nous profitons plus ou moins également est demandée, là aussi il y a une demande d'égalité ;

-les participants sont aussi attachés à la progressivité de l'impôt et s'opposent au concept de « flat tax » : les impôts doivent être payés par tous en fonction des revenus respectifs de chacun. Il est demandé qu'il y ait davantage de tranches pour le paiement de l'impôt afin d'encore augmenter la proportionnalité.

-des mesures telles que le CICE ou la suppression de l'ISF ne trouvent pas non plus grâce aux yeux des participants, qui y voient de nouveau, non pas un moyen de stimuler l'entreprise ou la production mais surtout une diminution des charges fiscales au profit des plus riches. L'idée de réduire les écarts de salaire qui paraissent disproportionnés au moyen de l'impôt est aussi évoquée, ainsi que la revalorisation des faibles retraites.

-enfin l'idée d'un fléchage de nos impôts est évoquée : que l'on puisse désigner sur sa feuille d'impôt ce à quoi sa contribution doit être utilisée et ce à quoi elle ne peut pas être utilisée, peut paraître utopique mais serait aussi une façon de donner une orientation démocratique à l'acte de payer des impôts.

-la taxation des revenus du capital de la même façon que celle des revenus du travail est aussi une exigence des participants ;

3/ Une fiscalité qui doit prendre sa mesure dans le cadre de l'Europe

Rapidement le constat a été fait parmi les participants que toute solution ne pouvait être qu'euro-péenne, car puisque nous jouons au même jeu dans un même espace, il faut que nous appliquions les mêmes règles que ce soit dans la fiscalité ou dans les cotisations sociales.

-la lutte contre l'évasion fiscale des politiques d'optimisations fiscales des GAFA ou d'autres entreprises multinationales est un enjeu européen et pas seulement français ;

-les taxes sur les pollutions, sur le carburant pour le trafic aérien et le trafic maritime sont demandées par les participants ;

-la taxation des flux spéculatifs est aussi une exigence ;

-la suppression de la TVA sur les produits alimentaires de base mais aussi sur tous les produits obligatoires de la vie courante est demandée ; il est rappelé que certains pays comme les USA n'ont pas de TVA sur les produits alimentaires. En supprimant la TVA sur les produits agricoles mais en maintenant le prix au consommateur, on augmenterait le revenu agricole et donc la rémunération des agriculteurs, non par les subventions mais par un juste prix des produits agricoles.

-en contrepartie il est proposé de taxer les robots comme le travail qu'ils suppriment

-les participants ont longuement débattus la question de la dette, et notent que depuis que les banques centrales ne peuvent plus faire d'émissions monétaires, on se prive d'un moyen simple et efficace de rembourser la dette, ainsi que l'a fait la banque centrale européenne.

-enfin la question des services doit être abordée au niveau européen : « le monde n'est pas une marchandise » et tout ne peut pas se mesurer à l'aune des flux économiques et financiers générés ; l'économie doit revenir au service des hommes au lieu d'être au service d'intérêts financiers.

Conclusion

Personne parmi les participants n'a évoqué le fait qu'il refusait de payer des impôts : le pacte républicain autour de l'impôt est fort ; les participants, sans avoir des compétences de fiscalistes ou d'économistes tient à faire savoir qu'elle est en colère contre les privilèges de certains, contre les sanctions et les politiques insuffisantes dans la lutte contre l'évitement et la fraude fiscale, contre les inégalités qui s'accroissent et en fin de compte contre un système qui tolère la misère, qui engendre la destruction de la planète, au profit de quelques-uns.

Ce qu'il est demandé in fine, aux hommes politiques et aux institutions, c'est de faire ce travail de lutte contre la fraude qui est gigantesque, plutôt que de s'en prendre aux chômeurs ou aux emplois aidés, de faire un usage équitable de l'impôt et de le mettre vraiment au service de la collectivité en préservant les services publics et en recherchant son efficacité.